



CHAPITRE 108

Loi modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs

[Sanctionnée le 7 mars 1951]

Préambule.

ATTENDU que le Bureau central des écoles protestantes de Montréal a représenté qu'il est dans son intérêt, comme dans celui des bureaux scolaires locaux sur lesquels s'étend son autorité, que la loi la constituant en corporation, la loi 15 George V, chapitre 45, modifiée par les lois 16 George V, chapitre 47; 17 George V, chapitre 42; 18 George V, chapitre 51; 18 George V, chapitre 52; 18 George V, chapitre 53; 19 George V, chapitre 48; 19 George V, chapitre 49; 20 George V, chapitre 59; 20 George V, chapitre 60; 21 George V, chapitre 65; 24 George V, chapitre 43; 1 Édouard VIII, chapitre 17; 3 George VI, chapitre 73; 8 George VI, chapitre 15 et 11 George VI, chapitre 81, soit modifiée de nouveau et que des pouvoirs plus étendus lui soient octroyés pour rendre son action plus efficace;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans sa pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1925, c. 45,
s. 1,
remp.

1. L'article 1 de la loi 15 George V, chapitre 45 est remplacé par le suivant:

Corporation constituée.

"1. La corporation créée par la présente loi sera appelée Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal et ci-

CHAPTER 108

An Act to amend the act 15 George V, chapter 45 respecting Protestant Schools in and around the city of Montreal

[Assented to, the 7th of March, 1951]

WHEREAS the Montreal Protestant Preamble.

Central School Board represented that it is in its interest as well as in the interest of the local school boards over which its control extends, that its Act of Incorporation, the act 15 George V, chapter 45, as amended by the acts 16 George V, chapter 47; 17 George V, chapter 42; 18 George V, chapter 51; 18 George V, chapter 52; 18 George V, chapter 53; 19 George V, chapter 48; 19 George V, chapter 49; 20 George V, chapter 59; 20 George V, chapter 60; 21 George V, chapter 65; 24 George V, chapter 43; 1 Edward VIII, chapter 17; 3 George VI, chapter 73; 8 George VI, chapter 15 and 11 George VI, chapter 81; be again amended and more extended powers be given it to make its action more effective;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act 15 George V, 1925, c. 45, chapter 45 is replaced by the following: s. 1, replaced.

"1. The corporation created by this act will be called The Protestant School Board of Greater Montreal, and is here-

après appelée le Bureau métropolitain. Nonobstant ce qui précède, les mots "Bureau des commissaires d'écoles protestantes de Montréal" et "bureau central" chaque fois qu'employés dans la présente loi et ailleurs seront censés vouloir dire, signifier, et concerner le Bureau métropolitain.

Succession, etc.

Ladite corporation aura succession perpétuelle et possédera tous les droits et pouvoirs généralement accordés aux corporations, sauf les dispositions spéciales de la présente loi."

1925, c. 45, a. 1a, aj. 2. La loi 15 George V, chapitre 45, est modifiée en y ajoutant, après l'article 1, l'article suivant:

Droits sauvegardés, etc.

"1a. Le changement de son nom n'affectera pas les droits ou obligations de la Corporation, et des poursuites peuvent être commencées ou continuées par la Corporation ou contre elle sous son nouveau nom, poursuites qui auraient pu être commencées ou continuées par elle sous son ancien nom."

1925, c. 45, a. 2, am. 3. L'article 2 de la loi 15 George V, chapitre 45, est modifié en y ajoutant le paragraphe 12 qui se lit comme suit:

Autres municipalités scolaires.

"12. Les autres municipalités scolaires qui de temps en temps, par résolution spéciale des bureaux de commissaires d'écoles ou syndics, selon le cas, demandent à entrer sous la juridiction du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, sous réserve de l'acceptation de cette requête par ledit Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal.

Représentation.

Cette ou ces autres municipalités scolaires qui pourront, du consentement du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, entrer sous sa juridiction, seront représentées au Bureau métropolitain par un membre dudit Bureau dûment nommé par résolution du Bureau métropolitain."

1925, c. 45, a. 4, remp. 4. L'article 4 de la loi 15 George V, chapitre 45, remplacé par la loi 19 George V, chapitre 49, article 1, et par la loi 8 George VI, chapitre 52, article 1, est de nouveau remplacé par le suivant:

Composition.

"4. 1. Le Bureau métropolitain comprendra seize membres professant la reli-

after termed the Greater Montreal Board. Notwithstanding the above, the words "The Montreal Protestant Central School Board" and "Central Board", whenever used in this act and elsewhere shall be held to mean, signify and apply to The Greater Montreal Board.

The said corporation shall have perpetual succession and possess all the rights and powers generally vested in corporations, subject to the special provisions of this act."

Succession, etc.

2. The act 15 George V, chapter 45 is amended by adding after section 1 thereof the following section:

1925, c. 45, s. 1a, added.

"1a. The alteration of its name shall not affect the rights or obligations of the corporation; and proceedings may be commenced or continued by or against the corporation under its new name that might have been commenced or continued by or against the corporation under its former name."

Rights safeguarded, etc.

3. Section 2 of the act 15 George V, chapter 45 is amended by adding thereto subsection 12 which will read as follows:

1925, c. 45, s. 2, am.

"12. Such other school municipalities which from time to time by special resolution of the Board of school commissioners or Trustees as the case may be request that such school municipalities or school municipality come under the jurisdiction of The Protestant School Board of Greater Montreal, subject to the acceptance thereof by The Protestant School Board of Greater Montreal.

Other school municipalities.

Such other school municipality or municipalities which may, with the consent of The Protestant School Board of Greater Montreal come under its jurisdiction, shall be represented on The Greater Montreal Board by a member of the said Board duly appointed by resolution of The Greater Montreal Board."

Representation.

4. Section 4 of the act 15 George V, chapter 45, replaced by the act 19 George V, chapter 49, section 1, and by the act 8 George VI, chapter 52, section 1, is again replaced by the following:

1925, c. 45, s. 4, replaced.

"4. 1. The Greater Montreal Board shall consist of sixteen members professing

Composition.

gion protestante qui font partie d'une commission locale et résident dans les limites des municipalités scolaires mentionnées à l'article 2 de ladite loi.

Durée
d'office.

2. A commencer en 1951, et tous les cinq ans par la suite, les membres seront nommés pour le terme de cinq ans.

Rempla-
cement.

3. Les membres actuels du Bureau métropolitain resteront en fonctions jusqu'au 1er juillet 1951, alors qu'ils seront remplacés par les personnes nommées en vertu des dispositions de la présente loi. La nomination de ces personnes sera faite avant le 1er juillet 1951, devenant effective à cette date pour le terme de cinq ans de la manière suivante:

a) Les huit membres du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal seront *ipso facto* membres du Bureau métropolitain et entreront en fonctions le 1er juillet 1951;

b) L'un sera nommé par résolution du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Westmount adoptée en séance régulière ou spéciale le ou avant le quinzième jour de juin;

c) L'un sera nommé par résolution du Bureau des syndics d'écoles protestants de Verdun adoptée en séance régulière ou spéciale le ou avant le quinzième jour de juin;

d) L'un sera nommé par résolution du Bureau des syndics d'écoles protestants de la cité d'Outremont adoptée en séance régulière ou spéciale le ou avant le quinzième jour de juin;

e) L'un sera nommé par résolution du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Lachine adoptée en séance régulière ou spéciale le ou avant le quinzième jour de juin;

f) L'un sera nommé par résolution du Bureau des commissaires d'écoles protestants de Côteau Saint-Pierre adoptée en séance régulière ou spéciale le ou avant le quinzième jour de juin;

g) L'un sera nommé par résolution du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la ville Mont-Royal adoptée en séance régulière ou spéciale le ou avant le quinzième jour de juin;

h) L'un sera nommé par résolution du Bureau des syndics d'écoles ou des commissaires d'écoles protestants, selon le cas, de la ville Saint-Laurent, adoptée en séance

the Protestant religion, who are members of a local board and who reside within the territory of the school municipalities mentioned in section 2 of the said act.

2. Commencing in 1951, and every five years thereafter, the members shall be appointed for the term of five years.

Term of
office.

3. The present members of The Greater Montreal Board shall remain in office until the first of July, 1951, when they shall be replaced by the persons appointed under the provisions of this act. The appointment of such persons shall be made before the first of July, 1951, to take effect on that date for the term of five years in the following manner:

Replace-
ment.

a. The eight members of The Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal shall be *ipso facto* members of The Greater Montreal Board and take office on the first of July, 1951;

b. One shall be appointed by a resolution of The Protestant Board of School Commissioners of the city of Westmount passed at a regular or special meeting on or before the fifteenth day of June;

c. One shall be appointed by a resolution of The Protestant Board of School Trustees of Verdun passed at a regular or special meeting on or before the fifteenth day of June;

d. One shall be appointed by a resolution of the Protestant Board of school trustees of the city of Outremont passed at a regular or special meeting on or before the fifteenth day of June;

e. One shall be appointed by a resolution of the Protestant Board of school commissioners of the city of Lachine passed at a regular or special meeting on or before the fifteenth day of June;

f. One shall be appointed by a resolution of the Protestant Board of school commissioners of Côteau St. Pierre passed at a regular or special meeting on or before the fifteenth day of June;

g. One shall be appointed by a resolution of the Protestant Board of school commissioners of the town of Mount Royal passed at a regular or special meeting on or before the fifteenth day of June;

h. One shall be appointed by a resolution of the Protestant Board of school trustees or school commissioners, as the case may be, of the town of St. Laurent,

ce régulière ou spéciale le ou avant le quinzième jour de juin;

i) L'un sera nommé par les Bureaux des syndics ou des commissaires d'écoles protestants des municipalités scolaires de Hampstead, Sault-au-Récollet et Pointe-aux-Trembles. Chacune de ces commissions scolaires protestantes, en séance régulière ou spéciale tenue le ou avant le vingtième jour de mai, nommera par résolution un délégué pour procéder à l'élection d'un membre du Bureau métropolitain. Les délégués ainsi nommés se réuniront à l'endroit indiqué par le directeur de l'enseignement protestant dans la province, le ou avant le quinzième jour de juin, après avoir été convoqués par un avis écrit de cinq jours que ledit directeur leur enverra sous enveloppe recommandée, et y choisiront alors un membre à la majorité des délégués présents. Au cas où l'une ou l'autre commission omettrait de nommer son délégué, le choix du membre aura lieu quand même.

Vacances. 4. Si, le trentième jour de juin, le directeur de l'enseignement protestant dans la Province n'a pas reçu avis de la nomination de tous les membres tel que ci-dessus mentionné, toute vacance sera remplie par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Date d'office. 5. Les seize membres nommés tel que prévu ci-dessus exerceront leurs fonctions à compter du premier jour de juillet.

Rééligibilité. 6. Les douze membres en fonctions le trentième jour de juin 1951 verront leurs fonctions expirer à la fin de ce jour mais seront éligibles pour une nouvelle nomination, s'ils sont qualifiés en vertu du paragraphe 1 du présent article."

1925, c. 45, a. 5, remp. 5. L'article 5 de la loi 15 George V, chapitre 45, est remplacé par le suivant:

Président, etc. "5. Le bureau métropolitain élit un président parmi ses membres, à sa première assemblée ou à tout ajournement. Cette élection est faite à la majorité des membres présents. Il nomme, en même temps, un secrétaire-trésorier.

Durée d'office. Le président reste en fonction jusqu'à l'expiration des cinq années pour lesquelles le bureau qui l'élit a été nommé.

passed at a regular or special meeting on or before the fifteenth day of June;

i. One shall be appointed by the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of Hampstead, Sault-au-Récollet and Pointe-aux-Trembles. Each such Protestant Board, at a regular or special meeting held on or before the twentieth day of May, shall by resolution appoint a delegate to proceed with the election of a member of the Greater Montreal Board. The delegates so appointed shall meet at the place named by the Director of Protestant Education in the Province, on or before the fifteenth day of June, upon convocation by written notice of five days given by the said Director by registered letter, and shall then and there choose a member by the majority of the delegates present. The omission by any board to appoint its delegate shall not prevent the making of the appointment.

4. If, on the thirtieth day of June, the Director of Protestant Education in the Province has not been notified of the appointment of all the members as above mentioned, any vacancies shall be filled by the Lieutenant-Governor in Council.

5. The sixteen members appointed as hereinabove provided will hold office from the first day of July.

6. The twelve members who are in office on the thirtieth day of June, 1951, will cease to hold office at the end of that day but will be eligible for reappointment if qualified in virtue of subsection 1 of this section."

5. Section 5 of the act 15 George V, 1925, c. 45, chapter 45 is replaced by the following: s. 5, replaced.

"5. The Greater Montreal Board shall elect a chairman from among its members at its first meeting or at any adjournment thereof. Such election shall be upon the vote of the majority of the members present. It shall at the same time appoint a secretary-treasurer.

The chairman shall hold office until the expiry of the five years for which the board electing him was appointed. Term of office.

- Durée d'office.** La durée des fonctions et les devoirs du secrétaire-trésorier sont déterminés par les règlements que doit adopter le bureau métropolitain.
- Vote prépondérant.** Le président, ou président suppléant, a un vote prépondérant, outre son vote comme membre.
- 1925, c. 45, a. 11, ab.** **6.** L'article 11 de la loi 15 George V, chapitre 45, est abrogé.
- Id., a. 14, am.** **7.** Le paragraphe 5 de l'article 14 de la loi 15 George V, chapitre 45, remplacé par l'article 1 de la loi 17 George V, chapitre 42, est remplacé par le suivant:
- Devoirs, etc.** "5. Le bureau métropolitain doit exercer un contrôle général quant aux rétributions mensuelles, s'il y en a, qui doivent être imposées pour les élèves résidents et non résidents des écoles élémentaires et des *high schools* de chaque semblable bureau local. L'article 34 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, et les articles 257 et 259 à 262 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59), sont déclarés incompatibles avec le présent paragraphe, suivant le sens de l'article 32 de la présente loi."
- 1925, c. 45, a. 14c, remp.** **8.** L'article 14c de la loi 15 George V, chapitre 45, tel qu'édicte par la loi 3 George VI, chapitre 73, article 1, est remplacé par le suivant:
- Dons, etc. autorisés.** "14c. Le bureau métropolitain a le pouvoir pour lui-même ou pour autoriser tout bureau local sous sa juridiction de faire des dons ou contributions à des institutions ou organisations prenant soin des enfants domiciliés ou résidant dans le territoire soumis à l'autorité du bureau métropolitain pour l'éducation desdits enfants, et d'accorder des octrois d'aide aux officiers de l'enseignement primaire et à toutes autres personnes à son emploi, ou à l'emploi des bureaux locaux sous sa juridiction."
- 1925, c. 45, a. 15, am.** **9.** Le paragraphe 12 de l'article 15 de la loi 15 George V, chapitre 45 est remplacé par le suivant:
- Budget.** "12. De préparer ses estimés ou budget pour l'année suivante et de le soumettre au bureau métropolitain le ou avant le quinze janvier."
- The term of office and duties of the secretary-treasurer shall be fixed by the regulations to be adopted by The Greater Montreal Board.
- The chairman, or chairman *pro tem*, shall have a casting-vote in addition to his vote as member.
- 6.** Section 11 of the act 15 George V, 1925, c. 45, chapter 45 is repealed.
- 7.** Subsection 5 of section 14 of the act 15 George V, chapter 45, replaced by section 1 of the act 17 George V, chapter 42 is replaced by the following:
- "5. The Greater Montreal Board shall exercise general control over the monthly fees, if any, to be charged to resident and non-resident pupils in the elementary and high schools of every such local board. Section 34 of the act 32 Victoria, chapter 16, and sections 257 and 259 to 262 of the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59) are declared to be incompatible with this subsection within the meaning of section 32 of this act."
- 8.** Section 14c of the act 15 George V, chapter 45, enacted by section 1 of the act 3 George VI, chapter 73, is replaced by the following:
- "14c. The Greater Montreal Board is empowered in its own behalf or to authorize any local board under its jurisdiction to make gifts or contributions to institutions or organizations having the care of children who are domiciled or who reside in the area over which The Greater Montreal Board has control, for the education of said children, and to make grants-in-aids to officers of primary education and all other persons in its employ, or in the employ of the local boards under its jurisdiction."
- 9.** Paragraph 12 of section 15 of the act 15 George V, chapter 45, is replaced by the following:
- "12. To prepare its estimates or budget for the ensuing year, and to submit it to The Greater Montreal Board on or before the fifteenth of January."

1925, c. 45, a. 15b, remp. **10.** L'article 15b de la loi 15 George V, chapitre 45, édicté par la loi 8 George VI, chapitre 52, article 4, est remplacé par le suivant:

Délégation de pouvoirs.

"15b. Tout bureau local peut, par résolution votée le ou avant le 31 mars de toute année, demander au bureau métropolitain d'accomplir, à partir du 1er juillet suivant, tous les devoirs ou tout devoir d'un bureau local mentionné à l'article 15 de la présente loi, et dans ce cas, sur la résolution du bureau métropolitain approuvant et acceptant, le bureau local concerné aura droit, à compter de cette date, d'être indemnisé par le bureau métropolitain de toute responsabilité découlant de l'accomplissement ou du non-accomplissement de ces devoirs ou de sa possession de toute propriété placée sous l'autorité du bureau métropolitain pour fins d'administration.

Révocation, etc.

Le bureau local concerné peut toutefois se charger d'accomplir tous ou aucun de ces devoirs annulant ou modifiant sa première résolution par une résolution nouvelle en vigueur à compter du 1er juillet de n'importe quelle année, pourvu qu'un préavis de dix-huit mois de cette résolution nouvelle ait été donné au bureau métropolitain par lettre recommandée."

1925, c. 45, a. 15, ab. **11.** Le paragraphe 20 de l'article 15 de la loi 15 George V, chapitre 45, est abrogé.

Id., a. 20, ab. **12.** L'article 20 de la loi 15 George V, chapitre 45, est abrogé.

Id., a. 21, remp. **13.** L'article 21 de la loi 15 George V, chapitre 45, est remplacé par le suivant:

Emprunt. **"21.** Le bureau métropolitain peut, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, sans préjudice toutefois des pouvoirs d'emprunt qu'il possède à l'heure actuelle, faire un emprunt en son propre nom, pour le bénéfice d'un ou plusieurs bureaux locaux sous ses juridiction et contrôle."

1925, c. 45, a. 21a, remp. **14.** L'article 21a de la loi 15 George V, chapitre 45, édicté par la loi 16 George V,

10. Section 15b of the act 15 George V, chapter 45, as enacted by the act 8 George VI, chapter 52, section 4, is replaced by the following:

1925, c. 45, s. 15b, replaced.

"15b. Any local board may, by resolution passed on or before the thirty-first day of March in any year, call upon The Greater Montreal Board to undertake the performance, as and from the 1st of July next following, of all or any of the duties of a local board mentioned in section 15 of this act and in such event, upon The Greater Montreal Board's approval and acceptance by resolution, the local board concerned shall, from such date, be entitled to be indemnified by The Greater Montreal Board for any liability arising out of the performance or non-performance of such duties or out of its ownership of any property placed under the control of The Greater Montreal Board for purposes of administration.

Delegation of powers.

The local board concerned may however again undertake the performance of all or any of such duties by cancelling or amending its earlier resolution by a new resolution effective as and from the first day of July of any year, provided eighteen months' notice of such new resolution shall have been given to The Greater Montreal Board by registered letter."

Cancellation, etc.

11. Paragraph 20 of section 15 of the act 15 George V, chapter 45 is repealed.

1925, c. 45, s. 15, repealed.

12. Section 20 of the act 15 George V, chapter 45, is repealed.

Id., s. 20, repealed.

13. Section 21 of the act 15 George V, chapter 45, is replaced by the following:

Id., s. 21, replaced.

"21. The Greater Montreal Board may, subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission, without prejudice however to the borrowing powers actually possessed by it, effect a loan in its own name, for the benefit of a local board or boards under its jurisdiction and control."

14. Section 21a of the act 15 George V, chapter 45, enacted by section 2 of

1925, c. 45, s. 21a, replaced.

chapitre 47, article 2 est remplacé par le suivant:

Formali-
tés non
requis.

"21a. Nonobstant toute disposition de l'article 21, les formalités requises par l'article 243 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59,) ne sont pas nécessaires dans le cas d'un emprunt par le bureau métropolitain et, dans aucun cas, les articles 264 et 265 de ladite Loi de l'instruction publique ne s'appliquent au bureau métropolitain."

1925, c. 45,
a. 21b, ab.

15. L'article 21b de la loi 15 George V, chapitre 45, édicté par la loi 16 George V, chapitre 47, article 2, et remplacé par la loi 3 George VI, chapitre 73, article 2, est abrogé.

Id., a. 23a,
remp.

16. L'article 23a de la loi 15 George V, chapitre 45, édicté par la loi 16 George V, chapitre 47, article 3, et remplacé par la loi 17 George V, chapitre 42, article 4, est de nouveau remplacé par le suivant:

Salaires.

"23a. Le salaire du président est de huit mille dollars par an et celui des autres membres du bureau métropolitain est quinze cents dollars chacun annuellement."

1925, c. 45,
a. 23b, am.

17. L'article 23b de la loi 15 George V, chapitre 45, édicté par la loi 20 George V, chapitre 59, article 2, est modifié en ajoutant les paragraphes suivants:

Assuran-
ce collec-
tive sur la
vie.

"Le bureau métropolitain pourra prendre à son gré des polices d'assurance du genre connu comme "assurance collective" sur la vie et en faveur de toutes personnes à ses service et emploi et aux service et emploi des bureaux locaux sous sa juridiction et il pourra faire des règlements et des prescriptions les régissant et pourra payer aux compagnies d'assurance concernées, en tout ou en partie, les primes nécessaires à même ses fonds, subordonnement à l'approbation du directeur de l'enseignement protestant et du lieutenant-gouverneur en conseil.

Polices.

Toute telle police mentionnée dans le paragraphe précédent s'appliquera à ce groupe d'employés, pour tel montant sur la vie de chaque employé, soit qu'il soit basé sur le montant de son salaire ou la

the act 16 George V, chapter 47, is replaced by the following:

"21a. Notwithstanding anything contained in section 21, the formalities required by section 243 of the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59) shall not be necessary in the case of a loan by The Greater Montreal Board; and in no case shall sections 264 and 265 of the said Education Act apply in the case of The Greater Montreal Board."

Formali-
ties not
required.

15. Section 21b of the act 15 George V, chapter 45, enacted by section 2 of the act 16 George V, chapter 47, and replaced by the act 3 George VI, chapter 73, section 2, is repealed.

1925, c. 45,
s. 21b, re-
pealed.

16. Section 23a of the act 15 George V, chapter 45, enacted by the act 16 George V, chapter 47, section 3, and replaced by the act 17 George V, chapter 42, section 4, is again replaced by the following:

Id., s. 23a,
replaced.

"23a. The salary of the chairman shall be eight thousand dollars per annum and the salary of the other members of The Greater Montreal Board fifteen hundred dollars annually."

Salaries.

17. Section 23b of the act 15 George V, chapter 45, enacted by the act 20 George V, chapter 59, section 2, is amended by adding the following paragraphs:

1925, c. 45,
s. 23b, am.

"The Greater Montreal Board may in its discretion take out insurance policies under the system known as "group insurance", upon the lives and in favour of all persons in its service and employ and in the service and employ of the local boards under its jurisdiction, and may lay down rules and regulations to govern the same and may pay to the insurance companies concerned, wholly or in part, the necessary premiums out of its funds, subject to the approval of the Director of Protestant Education and the Lieutenant-Governor in Council.

Life group
insurance.

Every such policy mentioned in the preceding paragraph shall apply to such group of employees, for such amount upon the life of each employee, whether based on the amount of his salary or the length

Polices.

durée de son service ou autrement, et devra être conforme à tels termes et conditions que le directeur de l'enseignement protestant et le lieutenant-gouverneur en conseil pourront déterminer.

Bénéfices. Les bénéfices échus en vertu de chacune de ces polices au décès d'un employé ou en certaines autres circonstances, seront payables à cet employé ou à ses héritiers ou représentants légaux, et seront incessibles et insaisissables.

Assurance collective, maladie, etc. Le bureau métropolitain pourra prendre à son gré en faveur de toutes personnes à ses service et emploi et/ou au service et emploi des bureaux locaux sous sa juridiction, des polices d'assurance contre la maladie et/ou accident, du genre connu comme "assurance collective", et il pourra faire des règlements les régissant et pourra payer aux compagnies d'assurance concernées, en tout ou en partie, les primes nécessaires à même ses fonds, subordonné à l'approbation du directeur de l'enseignement protestant et du lieutenant-gouverneur en conseil.

Dispositions applicables. Les dispositions du paragraphe précédent s'appliqueront *mutatis mutandis* aux polices d'assurance connues comme "assurance collective", déjà en force et/ou aux polices d'assurance connues comme "assurance collective", qui pourront être émises d'après les paragraphes ci-dessus."

1925, c. 45, a. 26, ab. **18.** L'article 26 de la loi 15 George V, chapitre 45, est abrogé.

Id., a. 27, ab. **19.** L'article 27 de la loi 15 George V, chapitre 45, est abrogé.

Id., a. 31, ab. **20.** L'article 31 de la loi 15 George V, chapitre 45, est abrogé.

Dispositions non applicables. **21.** Les articles 221, paragraphe 6, 285, 286, 287, 288 et 289, et leurs modifications de la Loi de l'instruction publique, (Statuts refondus, 1941, chapitre 59) ne s'appliqueront pas au bureau métropolitain.

Entrée en vigueur. **22.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

of his service or otherwise, and shall be according to such terms and conditions as the Director of Protestant Education and the Lieutenant-Governor in Council may determine.

Benefits. The benefits becoming due under every such policy upon the death of, or the happening of any certain event to, any employee, shall be payable to such employee or to his heirs or legal representatives, and shall be neither transferable nor subject to seizure.

Sickness, etc. group insurance. The Greater Montreal Board may in its discretion take out, in favour of all persons in its service and employ and/or in the service and employ of the local boards under its jurisdiction, insurance policies against sickness and/or accident, under the system known as "group insurance", and may lay down rules and regulations to govern the same and may pay to the insurance companies concerned, wholly or in part, the necessary premium out of its funds, subject to the approval of the Director of Protestant Education and the Lieutenant-Governor in Council.

Provisions to apply. The provisions of the preceding paragraphs shall apply *mutatis mutandis* to the insurance policies known as "group insurance," already in force and/or to insurance policies known as "group insurance," which may be issued pursuant to the above paragraphs."

18. Section 26 of the act 15 George V, chapter 45, is repealed. 1925, c. 45, s. 26, repealed.

19. Section 27 of the act 15 George V, chapter 45, is repealed. Id., s. 27, repealed.

20. Section 31 of the act 15 George V, chapter 45, is repealed. Id., s. 31, repealed.

21. Section 221, paragraph 6; 285, 286, 287, 288 and 289, and their amendments of the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59) shall not apply to The Greater Montreal Board. Provisions, not to apply.

22. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.